



START

Les cabinets « à impact » attirent les jeunes écolos

FOCUS Souhaitant respecter leurs valeurs, certains délaissent les grands cabinets en stratégie américains pour des cabinets de conseil engagés.

Thomas Giraudet
@TGiraudet

EY, Deloitte, KPMG, PwC, McKinsey, Bain... Ces grands noms du conseil et de l'audit offrent des débouchés naturels pour les diplômés des prestigieuses formations françaises, qu'elles se nomment Sciences Po, HEC, ESCP, Centrale-Supélec, etc. Selon la dernière enquête de la Conférence des grandes écoles, 25,1 % des diplômés d'école d'ingénieurs en 2021 et 18,6 % des diplômés d'école de commerce ont ainsi intégré le secteur du conseil ou de l'audit.

Pourtant, en envisageant leur investissement professionnel comme un engagement citoyen, certaines de ces têtes bien faites ne craignent plus de s'écarter du chemin tracé. Près de huit étudiants sur dix en école de management considèrent ainsi que l'impact sociétal sera un critère déterminant dans le choix de leur emploi. Et près de sept jeunes sur dix aimeraient résoudre des enjeux environnementaux, selon le dernier baromètre des enjeux du premier emploi de l'Edhec NewGen Talent Centre.

Dans le conseil, cette démarche se concrétise par le choix de rejoindre des cabinets plus petits, indépendants et spécialisés dans la transition écologique et sociétale (Carbone 4, Utopies, Hystra, Eko-dev, Archipel & Co, Haatch...).

« L'évolution est flagrante. Avant, les jeunes diplômés connaissaient les sujets d'énergie sous le prisme de l'énergie conventionnelle. Peu étaient au fait des enjeux climatiques. Aujourd'hui, la grande majorité des lettres de motivation insiste sur le sens au travail et témoigne d'un engagement citoyen », constate Julie Daunay, principale chez Carbone 4 et responsable du recrutement.

Le cabinet, qui compte comme associé le très médiatique Jean-Marc Jancovici (voir « Les Echos START » du 3 novembre 2022), reçoit environ 200 candidatures par mois. Spécialisé dans la décarbonation et l'adaptation au changement climatique des entreprises de tous secteurs, Carbone 4 comptera bientôt 80 salariés. C'est 2,5 fois plus qu'il y a quatre ans. Une vingtaine de personnes devraient être recrutées en 2023.

S'impliquer d'une manière ou d'une autre

Rejoindre un cabinet de conseil « à impact » relevait de l'évidence pour Téo Vander Heyden, 27 ans, consultant au sein d'Archipel & Co, une agence d'innovation et d'entrepreneuriat à impact, qui travaille pour des ONG, des associations, des entreprises du CAC 40, et même le rappeur Orelsan. « J'avais l'envie de m'impliquer dans la société, d'une façon ou d'une autre, pour la rendre plus inclusive, explique ce titulaire d'un master en relations internationales de Sciences Po. J'ai réfléchi à postuler auprès d'un Big Four. Je me

disais que ça me donnerait une carte de visite et une méthodologie que je pourrais appliquer aux projets qui me tenaient à cœur. Mais j'ai constaté que je pouvais acquérir ces compétences ailleurs, sans risquer de phagocyter mes idéaux. » Aujourd'hui, Téo travaille simultanément sur la santé animale en Ethiopie, le recyclage en Espagne ou avec une coopérative d'emploi à Lens.

Ce besoin affirmé de servir l'intérêt général, Margault Phélip, associée et directrice d'Impact Studio au sein d'Archipel & Co, le constate depuis deux ans. Les engagements individuels sur les questions de genre ou d'environnement ne sont plus réservés à la sphère personnelle. Ils franchissent allègrement les portes de l'entreprise. « *Tout notre défi réside dans le fait de laisser s'exprimer ces collaborateurs militants, qui nous permettent de prendre le pouls de la jeunesse, tout en s'assurant de leur capacité à travailler pour les autres, sans être fermés d'esprit.* » Dit plus prosaïquement : comment faire évoluer TotalEnergies si on refuse de travailler avec ? « *Ce n'est pas en accompagnant les entreprises déjà vertueuses qu'on va changer le monde* », renchérit Corto Bedetti, 26 ans, consultant senior stratégies climat chez Utopies et diplômé de l'IMT Atlantique (ex-Télécom Bretagne).

Mais, pour les consultants les plus convaincus de l'urgence climatique, s'emparer de ces budgets devient un sacré exercice d'équilibre. Il faut savoir mettre de côté ses convictions profondes, utiliser les critères de performance des clients pour les convaincre de les utiliser au service de leur transformation, tout en maximisant le profit de la mission. Pas une mince affaire.





Des opportunités de carrière

La transformation écologique des entreprises et leur rôle dans la société sont devenus des sujets prioritaires au sein des grands groupes, supervisés parfois en direct par les directions générales. Le marché ne s'y est d'ailleurs pas trompé: les rachats de cabinets spécialisés se multiplient, afin de couvrir des besoins toujours plus urgents sur l'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), à l'instar de l'acquisition en 2017 de GreenFlex par TotalEnergies. « Depuis deux ans, ce n'est plus un signal faible. Par conséquent, les cabinets de conseil dans leur ensemble sont très friands de jeunes diplômés formés sur ces sujets. Il y a de belles opportunités de carrière », analyse Caroline Renoux,

fondatrice du cabinet de recrutement Birdeo.

Selon des données internes, fournies par des candidats et des clients de l'agence, la rémunération d'un jeune diplômé en cabinet de conseil, pour un premier poste de consultant, serait comprise en moyenne entre 38.000 et 40.000 euros par an, toutes structures confondues.

Près de huit étudiants sur dix en école de management estiment que l'impact sociétal sera déterminant dans le choix de leur emploi.

Corollaire de cette attractivité

nouvelle et de ces besoins pressants, le marché de l'emploi pour ces experts du développement durable est tendu. L'une des solutions pour ces recruteurs serait de s'ouvrir à de nouveaux profils, notamment issus de l'université. Mais bien qu'engagés socialement, les cabinets indépendants reproduisent encore les méthodes de leurs confrères plus traditionnels en allant piocher dans le vivier des formations les plus élitistes... Il ne faudrait pas que le manque de diversité au sein de leurs équipes ne devienne une épine dans le pied, au risque d'être à leur tour présentés comme des usines à clones, « de bobos écolos du 11^e arrondissement de Paris qui se déplacent à vélo », lâche avec autodérision un associé d'un cabinet concerné. ■



Shutterstock

